

# OBJECTIF COP 22

Avril 2017

Hors série | Vol. 1



## DES OASIS DE SÉCHERESSE

Lorsque le réchauffement climatique menace les oasis

## SOS PACIFIQUE

Les petits états insulaires du Pacifique se mobilisent à la COP 22

## L'OCÉAN S'INVITE À LA COP 22

L'océan, un acteur majeur du changement climatique

# Au Programme

Ce numéro vous est proposé en supplément de votre journal *La Dinde Déchaînée*.

Equipe de rédaction : Tous les élèves de la classe de 5e C du collège Jean Rostand de Licques

- 02 Editorial
- 03 Des oasis de sécheresse
- 08 L'océan s'invite à la COP 22
- 12 SOS Pacifique
- 18 les 5e C, journalistes en herbe

COLLÈGE JEAN ROSTAND - 234 RUE DU COLLÈGE - 62850 LICQUES



# EDITORIAL

PAR MATHIEU PYNTE

Le voici enfin ! Après plusieurs mois de travail, nous sommes fier de vous proposer ce supplément de la Dinde déchaînée. Ce numéro spécial entièrement consacré à la COP 22, est le fruit d'une belle aventure. En effet, en Octobre dernier débutait notre collaboration avec l'association Globe Reporters. Les élèves de 5e C rencontraient alors, lors d'une visio-conférence, la journaliste Valérie Rohart (20 ans d'expérience à Radio France Internationale) se familiarisant ainsi avec l'univers de la presse et des médias.

Quelques temps après, Valérie décollait avec sa collègue Sidonie Hadoux, direction Marrakech, afin d'assister à la COP 22. Dans leurs valises, les questions de nos journalistes en herbe destinées aux scientifiques, ingénieurs, spécialistes du climat et de l'environnement. Les articles que vous découvrirez donc dans ce journal sont le résultat des réflexions de nos élèves et des investigations menées par nos deux correspondantes lors de la dernière conférence sur le climat.



*Reportage*

# Des Oasis de sécheresse

---

Objectif COP 22

Les oasis font partie des richesses naturelles du Maroc. Aujourd'hui, ces îlots de verdure perdus dans le désert sont confrontés aux impacts des changements climatiques. Nos Globes reporters ont mené l'enquête afin de mieux comprendre l'urgence de la situation dans les oasis. Deux spécialistes de la question, Jean-Baptiste Cheneval et Ahmed Ben Sabek ont gentiment accepté de répondre à leurs interrogations.



# « il faudra de grands investissements pour sauver les Oasis ». Ahmed Ben Sabek

## **Des écosystèmes fragiles.**

Pour Jean-Baptiste Cheneval, il existe 2 catégories d'effets du réchauffement climatique sur les Oasis. Il y a les effets déjà visibles et ceux à venir. Les scientifiques prévoient en effet une hausse de 2° C des températures dans les oasis d'ici 2050 et les conséquences risquent d'être lourdes. Dans une oasis, les précipitations sont faibles et elles vont devenir de plus en plus rares. Ahmed Ben Sabek rappelle que le Maroc connaît des sécheresses importantes depuis 2009 et que celles-ci vont devenir plus intenses, plus longues et plus fréquentes. On peut aussi s'attendre à une baisse du niveau des nappes phréatiques ainsi qu'à une dégradation de la faune et de la flore qui en dépendent.

Nos deux spécialistes nous rappellent que certains effets du réchauffement climatique sont déjà visibles comme l'avancement de date de floraison des palmiers-datiers, ou encore la désynchronisation entre les différentes populations d'une même chaîne alimentaire ; un oiseau par exemple ne trouve plus la nourriture dont il avait besoin aux mêmes saisons. Ahmed Ben Sabek pense que sans intervention internationale, il y a des risques de disparition des oasis. L'Afrique du Nord en compte environ 3500 et elles seront toutes touchées par les mêmes effets.

### **Les oasis, des milieux habités.**

Il ne faut pas oublier que les oasis sont aussi des milieux habités et que les populations qui y vivent sont touchées par le réchauffement climatique. Dès le départ les conditions de vie y sont difficiles et avec le manque d'eau celles ci vont s'aggraver. Jean-Baptiste Cheneval nous explique que « L'ONU estime qu'il faut 1000 m<sup>3</sup> par an et par habitant pour couvrir les besoins essentiels d'une personne, et qu'au Maroc on est déjà à beaucoup moins, on est à 700 m<sup>3</sup> par an par habitant, voir moins». La pratique de l'agriculture également devient compliquée.

Comme l'eau est de plus en plus profonde, le coût et le prix du pompage augmentent : les populations n'ont plus les moyens de payer. La pauvreté augmente, les gens sont obligés de partir et de trouver du travail ailleurs.



*Ahmed Ben Sabek,  
coordinateur de la ligue de  
soutien de l'autonomie des  
provinces du sud et des tribus  
sahraouies*



**" L'ONU estime qu'il faut 1000 m<sup>3</sup> par an et par habitant pour couvrir les besoins essentiels d'une personne, et qu'au Maroc on est déjà à beaucoup moins, on est à 700 m<sup>3</sup> par an par habitant " Jean-baptiste Cheneval**

**Protéger les oasis.**

Aujourd'hui des associations comme le RADDO a laquelle appartient Jean Baptiste-Cheneval essayent de trouver des solutions pour protéger les oasis. Par exemple en faisant évoluer les pratiques agricoles : ils remettent en état les retaras qui sont des systèmes d'irrigation traditionnels ou réfléchissent à des systèmes économisateurs d'eau pour l'irrigation. Ils essayent aussi d'apprendre aux oasiens à préserver l'eau . On leur demande ainsi de ne plus laver le linge dans les ségias (canaux d'irrigation des champs). Les gestes quotidiens sont importants, économiser l'eau est l'affaire de tous. Pour Ahmed Ben Sabek « il faut essayer de valoriser chaque goutte qui tombe au sol ».

Ahmed Ben Sabek parle aussi de l'avancée du désert qui est un problème important pour les oasis. Il propose la construction de murs pour les protéger : « il faudra de grands investissements pour sauver les Oasis ».

# « il faut essayer de valoriser chaque goutte qui tombe au sol ».

## Ahmed Ben Sabek

Heureusement, le Maroc s'implique depuis plusieurs années dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi en 2006 a été créée une biosphère\* pour protéger les systèmes oasiens. On compte aussi parmi les nombreuses initiatives prises dans le pays la création d'une agence nationale de sauvegarde de l'oasis et de l'arganier ou encore le projet « Oasis durable » dont nous parle Jean Baptiste Cheneval : "C'est un rassemblement des états du monde entier pour alerter les pouvoirs publics, les grands décideurs sur l'urgence des oasis, sur l'importance de la préservation de ces écosystèmes".

\* Une biosphère : Un écosystème.

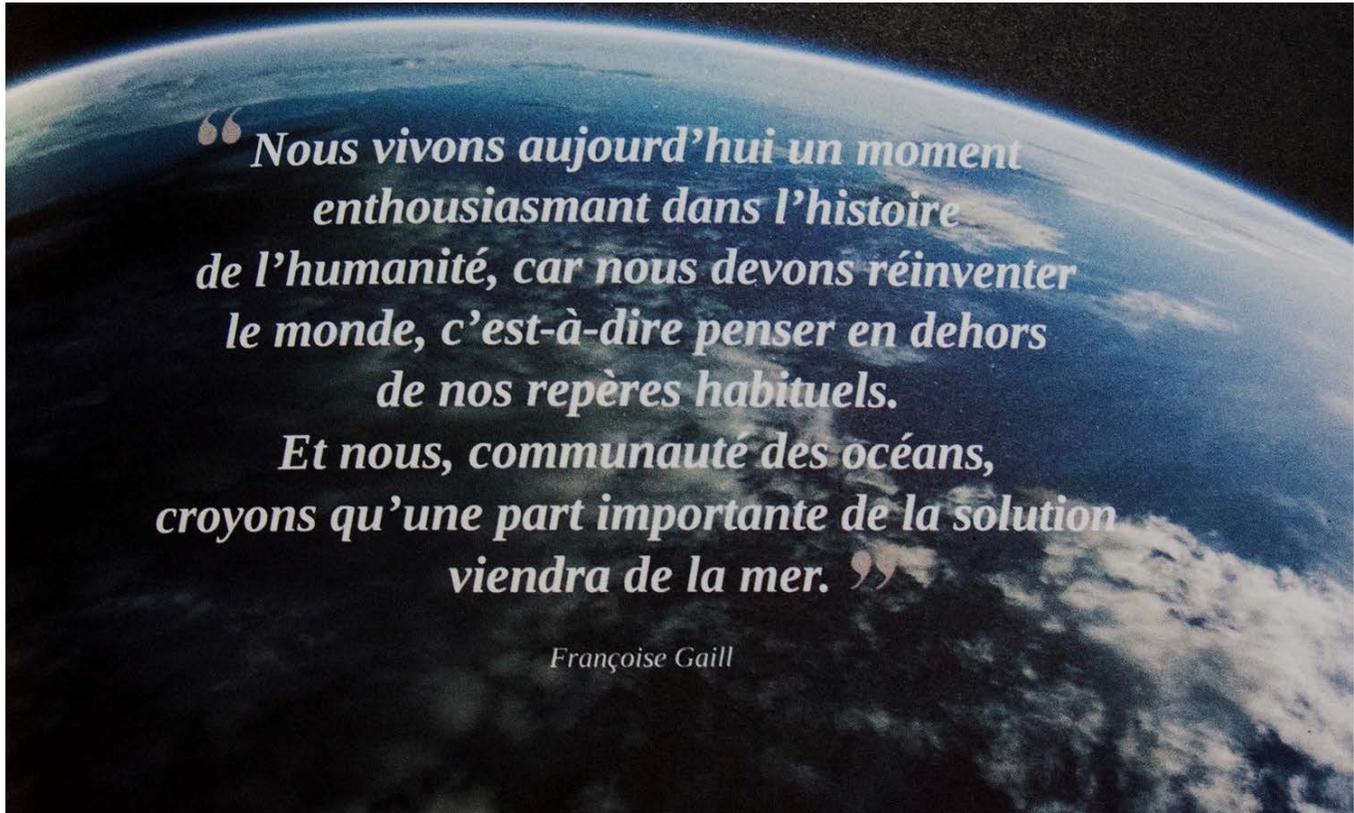


*Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis est un réseau international d'associations actives au Maghreb et au Sahel pour la sauvegarde des Oasis et pour la promotion du développement durable en milieu oasien. Jean baptiste Cheneval en est le coordonnateur.*

OBJECTIF COP 22

A red fishing boat is positioned in the middle ground on a blue sea. In the background, there are large, rugged mountains covered in snow. The sky is a pale, clear blue. The overall scene is serene and evokes a sense of nature and maritime activity.

*L'Océan  
S'invite  
à la COP 22*



Océan et climat sont extrêmement liés. Lors de la COP 21, et grâce aux scientifiques, les décideurs ont pris conscience que l’océan était un acteur majeur de la machinerie climatique en tant que régulateur naturel du climat : en effet l’océan absorbe une grande partie du gaz carbonique rejeté dans l’atmosphère



Françoise Gaill est directrice du comité scientifique de la plateforme Océan et Climat. Elle est également chercheuse au CRNS.

## **L'Océan un acteur majeur dans le changement climatique.**

L'Océan a été au cœur des travaux de la COP 22, deux jours de réflexions entiers lui ont été consacrés.

Françoise Gaill rappelle que « L'océan est identifié comme un acteur majeur dans le changement climatique. Il joue un rôle important dans la régulation du système climatique ».

Aujourd'hui les conséquences de la montée du niveau des océans sont déjà visibles. De nombreuses îles sont menacées : « Des populations peuvent souffrir, des états peuvent disparaître. c'est important au niveau politique ! » L'élévation du niveau de la mer est variable selon les régions. Les régions du Pacifique et du Sud Est de l'Asie sont les premières touchées par la montée du niveau de la mer. Les Maldives par exemple pourraient être amenées à disparaître dans les siècles prochains.

Du coup avec la montée du niveau des océans ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes qui sont menacées au niveau de leur survie, mais le chiffre est beaucoup plus élevé si on parle en termes de déplacements.

Françoise Gaill parle également de conséquences auxquelles on ne pense pas forcément. Par exemple, en Polynésie la montée du niveau de la mer entraîne la salinisation de l'eau douce ce qui est catastrophique : « c'est une façon de s'empoisonner ne plus boire d'eau douce ». Cela a des conséquences indirectes sur l'ensemble du système écologique.



**" L'océan est identifié comme un acteur majeur dans le changement climatique. Il joue un rôle important dans la régulation du système climatique". Françoise Gaill**

### **La montée du niveau des océans s'accélère.**

Normalement l'océan monte de 1 à 2 cm par siècle. Cela semble peu, mais en 2007 des modèles scientifiques ont estimés une montée des eaux plus rapide, de 40 à 60 cm par siècle. Puis de nouvelles études en 2013 parlaient de 1 mètre par siècle, enfin en 2016 il était question de 2 mètres d'ici la fin du siècle. Chaque nouvelles données scientifiques montrent que à chaque fois on était en dessous des réalités, c'est à prendre avec le plus grand sérieux. Par le passé il y a déjà eu des montées et des

baisses du niveau des océans mais cela était au niveau de l'échelle des temps géologiques.

Aujourd'hui c'est différent, il y a une accélération qui se fait à l'échelle de 3 ou 4 générations humaines. C'est cette accélération qui est importante.

Pour toutes ces raisons il est urgent d'agir.

Limiter le réchauffement climatique à 2° permettra d'éviter l'accroissement de la vitesse d'élévation du niveau de la mer. « Si on se bat pour la réduction des gaz à effet de serre, les énergies fossiles, on aura fait un grand pas ».



**« SI ON SE BAT POUR LA RÉDUCTION DES GAZ À EFFET DE SERRE, LES ÉNERGIES FOSSILES, ON AURA FAIT UN GRAND PAS ».**

### **Mettre en œuvre des solutions**

Trouver des solutions face au problème de la montée du niveau des océans, c'est le travail des scientifiques, des politiques et de la société civile. Mais il faut réfléchir en fonction de chaque situation. Tout dépend de la culture des gens, est-ce qu'ils acceptent de se déplacer et dans quelles conditions par exemple.

Les pays développés ont souvent pensé

que les digues étaient la solution mais ce qui s'est passé avec la tempête Xynthia a montré que cela ne servait pas à grand chose.

*Espen Ronneberg est le conseiller climat du programme régional  
environnemental des îles du pacifique. Il est originaire de l'île de Samoa.  
Il a fait partie des délégués lors des négociations à la COP22.*



## L'interview COP 22

objectif COP 22

**"Nous ne sommes pas complètement déçus de la COP 22, mais nos attentes étaient largement supérieures", Espen Ronneberg**



### **Un an après la COP 21, quelle est la situation des petits états insulaires face à la montée du niveau des océans ?**

Après la COP21, il y a eu une vague d'optimisme et d'enthousiasme due à l'accord sur les 1,5 degrés. Nous étions repartis très positifs et plein d'espoirs. Maintenant, le défi porte sur le fait de mettre en action ce qui a été décidé, que ce soit sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi, sur l'aide apportée aux îles du Pacifique pour se protéger des effets du changement climatique dont nous sommes directement victimes. C'est un défi énorme mais mon organisation vise justement à aider les différents États de la région à mettre en œuvre les accords de Paris.

### **Que pensez-vous des accords de Paris ? Est-ce suffisant pour limiter les effets du réchauffement climatique ?**

Le plus important déjà est d'avoir réussi à passer cet accord. Tous les États signataires sont liés par cet accord même si, et nous le savons bien, tous les États ne font pas les mêmes efforts, et n'ont pas les mêmes ambitions en matière de réduction des gaz à effet de serre. Nous avons cet accord et cela nous accorde le droit de réclamer plus de ces pays, que ce soit pour les forcer à réduire leurs émissions, mais aussi pour nous aider financièrement à nous adapter et nous protéger des conséquences du changement climatique sur nos îles.

C'est très important d'avoir cet accord en vigueur car dans le passé c'est justement ce qui nous manquait.

### **Les médias ont beaucoup parlé de votre situation lors de la COP 21, est-ce que cela vous a aidé à mieux faire avancer votre cause ?**

Évidemment. Je pense que cela a été très utile d'avoir notre histoire diffusée dans l'arène médiatique, ainsi, les citoyens de tous les coins du monde ont pu prendre conscience du fondement de nos inquiétudes. Mais aussi, nous avons été beaucoup aidés par les journalistes venus des îles du Pacifique et présents à la COP 21. Ils ont su mettre des mots sur notre histoire et la diffuser à une plus large audience. Donc oui, le rôle des médias a été très bénéfique pour notre combat.

### **Quelles sont vos attentes pour la COP 22 ?**

Pour être honnête, nous nous attendions à plus. En réalité, nous avons été surpris de voir les accords de Paris entrer en vigueur si rapidement. Cela nous a pris de cours dans la préparation de la COP 22. Nous sommes un peu déçus pour le moment, beaucoup des points abordés ont été repoussés à l'année prochaine. Donc 2017 va être une nouvelle année chargée pour nous. Nous espérons obtenir plus de propositions concrètes de financement. Il reste encore deux jours, peut-être qu'un miracle va se produire avant la fin des négociations... Mais nous avons fait notre possible pour faire connaître nos revendications sur le plan international. Nous avons eu quand même quelques annonces intéressantes émises par des agences de développement et d'autres partenaires. Nous espérons encore obtenir plus de soutiens dans les années à venir. Pour résumer, ce n'est pas que nous sommes complètement déçus de cette COP 22 mais nos attentes étaient supérieures

### **Quel miracle attendiez-vous concrètement ?**

Une des choses que nous aurions voulu voir se concrétiser concerne le financement du fonds d'adaptation. Nous espérons que ce fonds d'adaptation soit intégré dans le programme de financement décidé lors de la COP21. Nous avons de bons résultats avec les actions menées grâce à ce fonds.



### **Comment travaillez-vous avec les autres États insulaires ?**

Nous avons une longue tradition de coopération régionale dans le Pacifique, voilà pourquoi nous avons un certain nombre d'institutions régionales dédiées à différents domaines importants. Cet esprit de coopération a toujours existé et cela nous aide à travailler avec d'autres îles encore plus éloignées dans les Caraïbes et dans l'océan indien à travers l'Alliance des Petits États Insulaires (Alliance of Small Islands States). Dans le Pacifique, d'un point de vue concret, nous travaillons beaucoup à travers des projets et des programmes régionaux. Nous partageons les informations et les expériences. Il y a des représentants des projets et des programmes dans les différentes îles. Nous organisons aussi des sessions de formation. Par exemple, pour la COP22, nous avons organisé deux sessions d'entraînement aux négociations pour chacune des délégations insulaires. Nous y avons établi quels seraient les messages clés que nous voulions faire passer en tant que groupe, et quels seraient les messages clés que chaque île, individuellement, voulait appuyer. Le défi est d'ordre logistique car il est parfois difficile de tous se réunir car les distances entre les différentes îles sont parfois très longues, et il n'y a bien souvent pas de vols directs.

### **Parvenez-vous à trouver des solutions communes pour mieux faire face aux conséquences du réchauffement climatique ?**

Oui ! C'est là la beauté de travailler ensemble : si un État trouve une solution pour lui-même, cela a forcément un écho pour un autre État. Et, les solutions peuvent ainsi être partagées et plusieurs États peuvent bénéficier du même succès. Nous coopérons beaucoup, et nous apprenons des uns et des autres.

### **Quelles sont les principales menaces auxquelles vous devez faire face ?**

Il y en a beaucoup. Quand nous parlons des menaces liées aux changements climatiques de manière générale, il y a la montée du niveau de la mer, la diminution des précipitations, et la plus grande fréquence des phénomènes climatiques extrêmes comme les typhons et les ouragans. Au niveau local, nous observons quelques différences. Par exemple, Kiribati, Tuvalu et les îles Marshall sont menacées de disparition car elles se situent à peine quelques mètres au-dessus du niveau de la mer. Pour elles donc, le changement climatique est un problème d'ordre existentiel. Mais avant même que la montée du niveau de la mer soit un problème pour nous, la baisse des précipitations a été le premier défi à relever. Nous sommes entourés d'eaux salées, donc nous ne pouvons compter que sur la pluie pour alimenter nos besoins en eau douce. Notre agriculture dépend exclusivement des précipitations. Et si nous ne pouvons plus cultiver, nous sommes directement en danger. Ensuite, l'acidification des eaux entraîne des phénomènes de migrations chez certaines espèces de poissons. Or la pêche est un des secteurs d'activité majeurs pour nos îles. Cela affecte directement l'économie. Il y a donc toute une série de menaces auxquelles les îles doivent faire face, mais en travaillant tous ensemble, nous pensons que nous pouvons trouver des solutions. Mais nous avons besoin d'aide car nous ne pourrions pas réussir seuls.

### **La population est-elle prévenue du danger de la hausse du niveau de l'eau et comment réagit-elle ?**

Il y a une grande conscience des dangers. Les gens savent car ils voient les effets dans leur vie quotidienne. Là où il y a un manque de savoirs, c'est concernant les solutions. Certaines communautés ont par exemple mis en place ce qu'elles pensaient être des solutions, mais en réalité, sur le long terme, les bénéfices de ces solutions s'avéraient nulles. Par exemple, la construction de digues : il ne suffit pas de construire une digue pour régler le problème de la montée des eaux. D'autres facteurs et impacts doivent être pris en compte. Nous avons aussi besoin d'éduquer les habitants sur l'importance de protéger la végétation des côtes, et notamment les mangroves, les algues qui sont en fait des solutions naturelles pour protéger le bord de mer. Donc je dirais qu'un effort doit être fait pour faire prendre conscience aux gens des solutions qu'ils peuvent mettre en place.

### **Est-ce que toutes les îles sont touchées de la même manière ?**

Toutes les îles sont touchées. Il y a certes, pour celles dont les territoires sont au même niveau que la mer, une plus grande vulnérabilité. Pour une île comme Samoa par exemple, la majorité des activités économiques et marchandes du pays se trouvent sur la côte. Or, il n'est pas vraiment faisable de déménager l'ensemble de ces activités à l'intérieur des terres. Ce serait beaucoup trop cher, je parle par exemple des aéroports, des banques, des immeubles du gouvernement, etc... D'autant plus que les terres appartiennent à des personnes, à des familles, et on ne peut pas exproprier les gens de leurs terres juste pour déplacer les banques, les immeubles et les aéroports.

### **Les gouvernements des îles ont-ils investi pour prévenir les risques et essayer de les limiter, comme le Pays-Bas a pu faire par exemple ?**

Bien sûr, tous les gouvernements de la région ont investi sur leur territoire pour limiter les risques et essayer de mettre en place des solutions. Ils investissent aussi dans les énergies renouvelables et dans des mesures de protection des zones côtières, tout cela dans le but de prévenir les effets. Mais, le changement climatique n'est en rien causé par les petits États insulaires du Pacifique. Oui, nous émettons des gaz à effet de serre mais, pour toutes les îles réunies, cela s'élève à 0,03% des émissions mondiales... or nous sommes les premières victimes de ses effets. Donc ce n'est pas juste de demander aux États insulaires d'utiliser leurs propres ressources, aussi limitées soient-elles, pour investir dans la prévention des risques climatiques, alors qu'ils ont besoin d'investir dans l'éducation, les services de santé, la politique sociale, etc.

### **Quel est le coût estimé du réchauffement climatique pour votre région ?**

Nous n'avons pas de chiffres globaux. Certains pays ont calculé le coût des plans d'adaptation en cours. Calculer un tel coût suppose de savoir exactement ce que les conséquences du changement climatique vont être. Or c'est très difficile de prévoir, d'autant plus que, si les accords de Paris n'aboutissent pas à contenir l'augmentation des températures à 1,5°C, nous ne savons pas du tout quelles seront les conséquences. Mais les effets seront bien pires que ceux que nous attendons aujourd'hui. Et si les accords de Paris suffisent à tenir la barre des 1,5°C, il reste difficile de prévoir les changements avec exactitude. Les budgets requis pour les plans d'adaptation en train d'être élaborés seront donc peut-être revus à la hausse.



## **Sidonie Hadoux, envoyée spéciale des globe-reporters, avec Espen Ronneberg, représentant des îles du Pacifique**

### **Concernant les migrations, où vont être accueillis les migrants climatiques ?**

La question des migrations est très controversée. Ce n'est pas un domaine sur lequel la région a une position unifiée, excepté sur le fait que les migrations doivent être le dernier recours. Certains États essaient de prendre le sujet avec dignité, pendant que d'autres se battent pour interdire les migrations sur leurs sols. Il y a aussi des différences dues aux histoires coloniales de chacun. Certaines îles ont des accords avec leurs anciennes puissances coloniales, alors que d'autres non. Ce qui complique encore le problème.

### **Est-ce que les migrations ont déjà commencé ?**

Il y a eu des déplacements de population internes dans certaines îles telles que Vanuatu et les Fiji. Mais les déplacements étaient très localisés. Les communautés sont restées dans le même secteur. Par exemple, à Vanuatu, la communauté a été déplacée de 500 mètres vers l'intérieur des terres pour les éloigner des vagues qui inondaient les cultures. Cela n'a donc pas représenté un changement radical dans leur mode de vie. D'autres cas de migrations ne sont pas aussi positifs.

Certaines communautés ont dû être déplacées dans des lieux très différents de ceux où elles vivaient. Or, vous ne pouvez pas déplacer des communautés dans des lieux où le mode de vie est différent, où ils ne peuvent plus planter les cultures dont ils avaient l'habitude de cultiver, où ils ne peuvent plus pratiquer la pêche qu'ils avaient l'habitude de cultiver, où ils ne peuvent plus pratiquer la pêche qu'ils avaient l'habitude de pratiquer. Les migrations climatiques sont un problème majeur auquel nous allons devoir faire face.





**Combien de personnes seront concernées ?**

La population globale dans le Pacifique est de dix millions de personnes. Mais il ne faut pas mettre le nombre de personnes concernées dans l'équation ou l'on va commencer à voir des analyses et des calculs de coûts/bénéfices pour savoir s'il ne serait pas plus rentable de déplacer dix millions de personnes plutôt que d'agir pour limiter les changements climatiques. Ce n'est pas juste. Que 100 personnes ou dix millions soient concernées, peu importe, le résultat est que nous sommes victimes d'un phénomène dont nous ne sommes pas responsables.

**Recevez-vous de subventions des autres pays ou de l'ONU ?**

Oui, il y a par exemple un programme initié par la Suisse, la Norvège l'Allemagne pour l'aide aux migrants. Mais nous aider est complexe car il faut prendre en compte tous les problèmes économiques, sociaux et culturels qui vont se créer.

**Quels secteurs d'activités vont-être le plus touchés ?**

Les activités économiques qui se trouvent sur les zones côtières sont les plus touchées pour le moment en raison de la montée du niveau des eaux et de l'érosion. L'agriculture est aussi gravement concernée : dans certaines îles, il y a des problèmes de sécheresse à cause du dérèglement des précipitations, alors que dans d'autres, les cultures sont régulièrement inondées. De plus, avec la montée du niveau de la mer, les eaux salées envahissent peu à peu les ressources en eau de source. La salinisation des eaux douces est une menace très sérieuse pour la survie des populations. S'il n'y a plus d'eau douce pour boire, ou pour irriguer les champs, il n'y a plus de vie.



# Des collégiens à la COP 22

Les élèves de 5e C du collège Jean Rostand vont participer prochainement à la COP de Marrakech, par le biais d'un projet avec une journaliste de RFI



Web-interview avec Valérie Rohart.

Les 24 jeunes collégiens se sont lancés dans cette belle aventure en compagnie de leur professeur d'histoire-géographie Mathieu Pynte. C'est ainsi que la semaine dernière, ils ont eu un long entretien via Skype avec leur porte-parole, la journaliste de Radio France Internationale Valérie Rohart, qui sera du grand rendez-vous sur le climat prévu à Marrakech à partir du 8 novembre.

**Éveiller l'esprit critique et initier aux médias**  
Ce projet innovant s'inscrit

dans l'action EPI sur le développement durable. « Les enseignements pratiques inter-disciplinaires (EPI) ont pour but de décloisonner la pratique des enseignants, note Mathieu Pynte. Comme le programme de géographie de 5e est basé sur le développement durable, je voulais un projet original, d'où le choix de Globe-reporters. C'est un moyen d'éveiller leur esprit critique, et des les initier aux médias grâce à un contact avec des professionnels, ce qui n'est pas forcément évident à faire dans un lieu rural comme ici ». « Comme nous sommes dans la

démarche EcoCollège, on est dans la suite logique avec ce projet, explique Jérôme Gay, le principal. Une classe de 5e même le fait mais elle va néanmoins travailler avec les autres pour l'année qui sera présente en

« Impressionnant par le projet »  
Ce sera formidable la définition

## LES 5 C, JOURNALISTES EN HERBE

### UNE BELLE AVENTURE JOURNALISTIQUE !

Les 5e C ont eu le droit à leur heure de gloire avec un bel article dans Nord Littoral ! Il faut dire qu'ils l'ont bien mérité. Derrière chaque reportage il y a des heures de recherches pour choisir, définir et comprendre les sujets que l'on souhaite aborder. Suivent des temps de réflexions, de discussions, d'échanges pour préparer les interviews. La classe a ensuite suivi avec beaucoup d'attention la publication des résultats de leurs enquêtes sur le site de Globe Reporters tout au long de la COP.

### DE VRAIS PROS !

Reste alors à exploiter le matériel journalistique. Globe reporters a en effet publié les réponses aux questions des élèves sous forme de fichiers audio. Il a donc fallu écouter, prendre en note, synthétiser pour écrire les articles qui vous ont été proposés dans ce journal.

### GLOBE REPORTERS

Pour terminer, nous tenions à remercier l'association Globe Reporters et les deux journalistes avec lesquels nous avons travaillé. Bravo pour leur sérieux et leur professionnalisme. Alors surtout n'oubliez pas d'aller faire un tour sur leur site à l'adresse ci dessous, vous aurez l'occasion de découvrir de nombreux reportages de grande qualité et qui sait peut être aurez vous l'envie à votre tour de tenter l'aventure Globe Reporters

<http://www.globe-reporters.org/>

